

Le cerquele

BIMESTRIEL N° 25

L'ALTERNATIVE LIBERTAIRE TOULOUSE ISSN 1264-9112 FÉVRIER 2000 - 15 F

Cher Dominique,

J'ai bien reçu ta jolie lettre, mais je ne sais pas si je dois t'en remercier. Si j'ai bien compris, elle ne m'était pas personnellement destinée; et ne m'ayant jamais compté parmi tes électeurs, tu n'as aucune raison de croire que je te demande de rester.

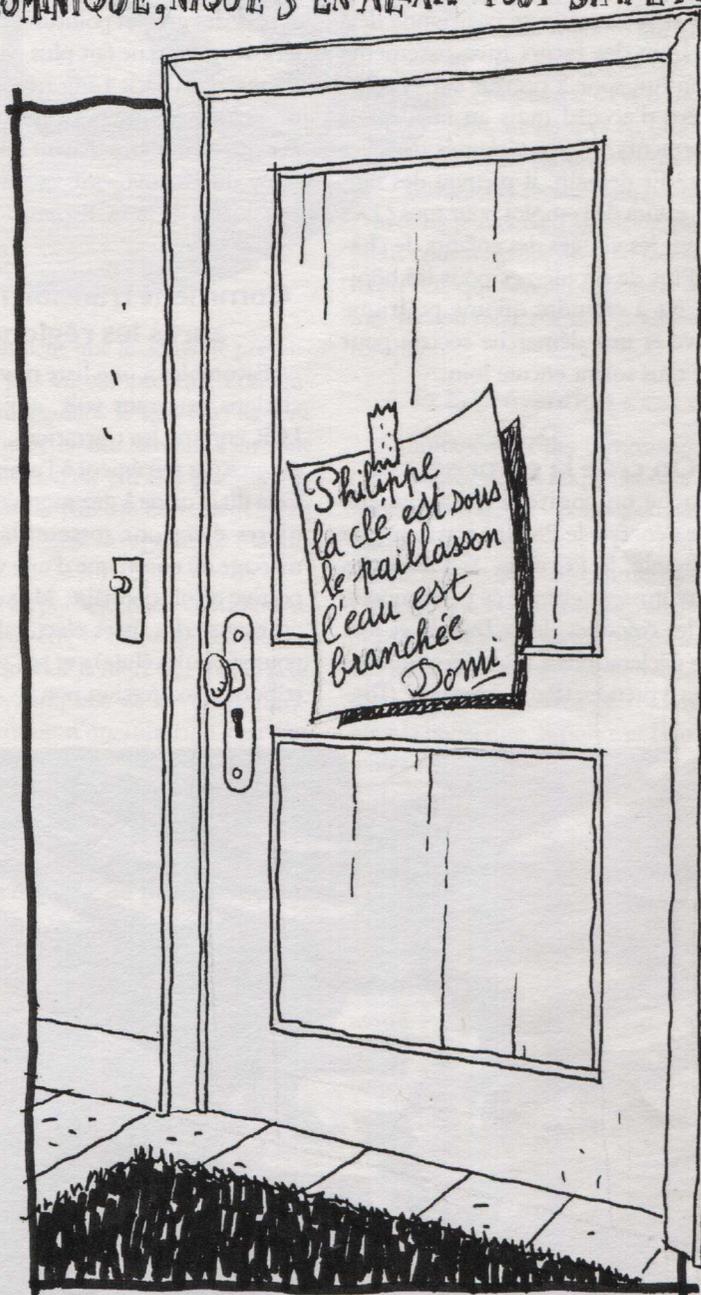
Nous avons si peu l'habitude de voir les élus renoncer à leurs mandats sans y avoir été contraints par les électeurs ou la justice que je me suis demandé, à l'annonce de ton retrait, quels motifs inavouables cachait tant de sagesse et d'humilité. Crois bien que je regrette d'autant cette absence d'innocence, que tu fais preuve dans ta lettre d'une modestie tout à fait remarquable.

Que tu ne t'attribues pas tout le mérite du développement et de la renommée de Toulouse, quoi de plus naturel? Nous savons ce que l'industrie aéronautique et spatiale ou l'université doit à l'État, ce que notre ville si attachante doit de beauté à l'Histoire. Mais pourquoi passer sous silence ce qui hier encore était offert à l'admiration de la France? Pas un mot sur l'exemplaire politique des quartiers qui valut pourtant à Mme De-V. son titre envié, quoiqu'éphémère, de Jupette... Rien sur les pionniers de la télévision locale... Rien sur les béraults du traitement des eaux...

Tu me dis que tes coéquipiers méritent ma confiance... Mais sont-ils si compétents que pas un ne paraisse digne de te succéder? Héritant toi-même de ton père, il peut te sembler normal de nommer ton successeur. Mais ce Monsieur Douste que tu as choisi pour moi, a-t-il si peu de chances d'être réélu à Lourdes qu'il croie devoir tenter sa chance ailleurs? Je ne trouve pas ça très rassurant... Et voilà que tu m'écris que ce Monsieur Douste aurait profité de son passage dans les ministères pour « prouver son attachement » à Toulouse. Moi qui pensais qu'il ne faisait que son devoir en aidant au financement d'équipements sociaux et culturels, tu m'apprends qu'il finançait en fait des arguments électoraux... Et tu voudrais lui confier les clés du coffre avec celles de la maison! Repose-toi bien, Dominique, tu en as besoin! ■

Ravachefolle

DOMINIQUE, NIQUE S'EN ALLAIT TOUT SIMPLEMENT



On ne compose pas avec une société en décomposition.

Un orateur en mai 68

C'est l'an prochain que ça se passe et pourtant tout le monde en cause

Baudis a le chic pour se retirer au bon moment. Le boulet du scandale du service social est passé au-dessus du Capitole juste à la droite de ses épaules de maire fatigué. Il en avait marre de toujours faire le zouave avec la municipalité, de faire semblant de gérer quelque chose quand c'est Vivendi qui s'occupe de tout. Désormais, la ville rose est à prendre.

De Lourdes à Toulouse il n'y a qu'un pas et le dauphin se positionne déjà sur le terrain des futurs investissements qui, selon lui, sont à prévoir sur la ville. Dette zéro d'accord mais au fait, quels investissements? Ceux réclamés dans les quartiers? Et demain, il pleuvra des saucisses? Il y aura de l'emploi pour tous? Des sourires sur les visages des enfants de chômeurs? Plus de problèmes pour les hôpitaux? Il est à craindre qu'une politique associative et une démarche sociale pour toutes et tous soient encore loin.

On crée la surprise

À gauche on cogite sec. La Gauche Socialiste s'énerve, le PS sent son heure, la LCR s'ébranle, le PC exige St-Orens, les Verts se réunissent et tout ce petit monde remplit les colonnes de la *Dépêche* et formule des déclarations à FR3. C'est que les trois villes à prendre (Paris, Marseille, Tou-

louse) sont de sacrés tremplins politiques! À côté des grosses pointures que sont Ségolène Royal qui ne fait plus partie des hypothèses, d'un Jack Lang qui retrouverait là un peu de feeling politique, d'un Kouchner qui en a marre d'avoir les pieds dans la boue du Kosovo qui va rester? Ben, les trotskistes de la LCR tient!

Comment transformer l'essai après les régionales?

Favorables à une liste ouverte aux associations, aux sans voix, aux exclu(e)s, la LCR entame les tractations. Un risque, le divorce pas forcément à l'amiable avec LO! Cela dit, l'usine à gaz montée pour les dernières élections ressemblait plus à un mariage de raison que d'une véritable perspective révolutionnaire. Mais au fait, quand on monte des listes électorales, c'est bien pour avoir des élu(e)s et pas seulement une tribune d'expression non?

Et la suite?

Qu'on le veuille ou non, tout a un coût, et, la participation, quelle que soit l'institution, peut très vite se révéler un leurre. Au pire, la cogestion, en cas d'arrivée d'élue(s) plus gauche que gauche dans une équipe municipale, en fait les impossibles complices d'un système qui déjà les exploite. Désormais, la question est de savoir quel pourrait être le type de montage d'une liste élargie sachant qu'il y a une grande différence entre une liste politique ouverte aux associations, individus acteur (trice)s ou non du mouvement social et une liste alternative cette fois-ci ouverte aux politiques.

Construire un contre pouvoir

Les municipalités peuvent être des terrains privilégiés d'interventions, les libertaires ne s'y trompent pas, même si les élections ne sont pas comme chacun leur tasse de thé. Peut-on alors envisager lors de la constitution de listes électorales, la mise en place d'exigences démocratiques telles que la consultation systématique avec de véritables débats préalables dans des conseils de quartiers avant la prise de décision? C'est qu'on a de sacrés doutes même avec la présence de Zebda sur la liste. Alors, en 2001, il y aura du boulot pour tout le monde, plus d'agressions dans les bus, un service public de qualité, des moyens pour l'hôpital? Mheeeeeeeeeuuuuu non, y'aura des élections municipales et, de Tacticollectif aux listes pluri-multi-corporato-100% gauche de chez gauche il n'y a que l'articulation à trouver. La contestation de la rue ou la contestation institutionnalisée, that is the question! ■

Vaporetto & Caillou



Fuir le ghetto

D'abord la presse à sensation : *Le journal du dimanche* du 12-12-99 annonçait des voitures incendiées, une déferlante de « sauvageons » sur le quartier de Reynerie. Ensuite la presse « classique », comme *La Dépêche du Midi* (27-10) où la principale personne interviewée est un représentant des petites copropriétés, instigateur des « milices de Reynerie », connu pour ses affinités avec les idées de la droite extrême. « Nous ne sommes pas loin du record de voitures brûlées ! ». C'est entretenir la conviction chez les jeunes que l'on ne parle d'eux que lorsque les voitures brûlent. De nombreux articles ne tarissent pas déloge sur la nouvelle police de proximité. *Le Monde* présente lui une autre vision journalistique : après un premier article (10-12) qui est une ode à la police, (une commande du ministère de l'Intérieur?), le second (11-12) mérite que l'on s'y attarde. Il décrit une situation dégradée et mentionne la réaction citoyenne autour de l'intersyndicale et du mouvement des femmes, mais dans un constat unanimiste. Ainsi le discours du syndicaliste est similaire de celui de madame De-Veyrinas (Mairie de Toulouse) ou du sous-préfet à la ville. Alors que sur le terrain, les tracts de l'intersyndicale renvoient clairement la responsabilité de la situation aux élus et administrateurs de l'état. Enfin troisième type d'article : *Charlie-Hebdo* (29-12), qui fustige la logique du Contrat Local de Sécurité, mais reste, même critique, dans le constat.

Un non-événement!

Pourtant, ce treize décembre était calme. Le véritable événement est qu'il ne s'est rien passé. Pas une voiture en feu, pas un container brûlé... Est-ce une victoire policière? *Charlie-Hebdo* fait dire à son interlocuteur que les flics ont gagné. Hypothèse probable car l'investissement policier s'est considérablement accru. Une réponse de l'état qui a ramené une certaine tranquillité, mais à quel prix? Cette victoire accrédite la politique du bâton et emporte l'adhésion de certains habitants plus âgés, même au sein de l'immigration.



Que s'est-il passé dans le quartier du Mirail depuis la mort du jeune Habib (Pipo) qui avait entraîné une émeute de plusieurs jours?

quance que pour insulte ou jet de pierres sur agent de la force publique. Des jeunes sont convoqués plusieurs fois dans le mois pour des faits différents et de fortes pressions sont exercées sur eux. Aujourd'hui que tu voles une voiture ou que tu lances des pierres, c'est 6 mois de prison. Et les flics en profitent pour surveiller les agissements de certains travailleurs sociaux soupçonnés de liens avec les jeunes ou d'agitation gauchisante. Nous nous trouvons donc en face d'un appareil d'état qui privilégie le tout sécuritaire, une version moderne de l'étouffement de la révolte.

Et la prévention c'est où?

Simultanément des commissions se sont mises en place dans lesquelles on a convoqué quelques habitants « politiquement correct » (droite, voire extrême), des responsables d'association, des cadres intermédiaires de l'institution (CAF, Éducation Nationale, SEMVAT, tc). Ces commissions sont plutôt des lieux de délation que de véritables lieux d'échange, une source de renseignements pour la préfecture, la police et la justice, présentes dans ces débats.

Le texte officiel du CLS met en lumière ce que doit être « leur » prévention. Exit les quelques rares associations qui créent du lien social, ces associations, toujours en première ligne, travaillent dans des conditions exécrables faute de réels moyens, car ce sont celles qui ont soutenu les initiatives habitantes. Par contre « *Vivre en ville* » association fétiche de la mairie, est citée plusieurs fois comme remède miracle dans le domaine préventif, alors qu'elle n'est absolument pas implantée dans le quartier. Son seul lien existant par l'emploi de certains jeunes des quartiers à qui elle impose de faire du contrôle social, la plupart du temps à l'entrée des stations de métro et dans les bus.

Les autres mesures de prévention, purement administratives et bureaucratiques, favorisent l'enfermement. Ce sont les centaines de rochers posés sur les parkings ou entourant les espaces verts pour éviter les

Lorsque d'autres demandent que le domaine préventif soit aussi pris en compte, que l'on éradique le chômage dans le quartier, ils sont écoutés poliment... Les habitants en sont persuadés mais ce n'est pas leur priorité, car avant tout c'est la paix qu'ils veulent... Le sécuritaire marginalise la capacité de mobilisation sociale.

Une autre hypothèse pour expliquer ce calme c'est peut être la maturité des jeunes. Le respect du jour de la mort de Pipo, la peur du gendarme, l'impasse de la violence gratuite, un manque d'organisation peuvent expliquer l'attitude modérée des jeunes. Les jeunes ont eu entre eux des débats très durs! Les moins de 18 ans étant globalement plus favorables à l'émeute que leurs aînés. Enfin, la période très respectée du Ramadan a peut-être permis aux familles et aux croyants modérés de faire la morale aux jeunes.

C.L.S : l'État sécuritaire

Chevènement est venu en octobre signer à Toulouse le Contrat Local de Sécurité. Il induit des effets dont la plupart sont détestables. La multiplication par quatre des îlotiers n'est que la partie immergée de l'iceberg. Certes, les droits humains avancent car ceux-ci disent « sil vous plaît » avant de mettre les menottes... Un dispositif bien plus sournois a été mis en place. Une brigade spécifique a été créée pour le traitement de la délinquance urbaine. C'est la criminalisation de la révolte. Des dossiers successifs sont instruits autant sur des faits de petite délin-

rodées, les grilles posées autour d'une école régulièrement vandalisée... (Du coup les parents d'élèves de l'école voisine revendiquent la même chose au grand dam des instituteurs qui demandent eux, plus de moyens éducatifs). On mure les passages traversant sous immeubles, les coursives en étage. Rivalités politiques, gestion des humains à coup de rentabilité et de chiffres comme n'importe quelle marchandise, cloisonnement des services, lenteurs d'exécution administratives, abandon de toute initiative, corruptions diverses, sont le lot quotidien. Un triumvirat : Maire/Président du Conseil Général/Préfet, imbus de leurs prérogatives de potentats locaux avec, à leur côté, de médiocres petits bureaucrates incompétents à retranscrire le malaise social. Enfin, la plupart des responsables d'association sont corrompus. Comment éviter dans ces conditions que ce quartier ne pète les boulons ?

De quelle jeunesse parle t-on ?

On a tendance à oublier que ces jeunes sont aussi des habitants, qu'ils vivent dans le quartier et y subissent la misère sociale autant que d'autres. Les institutionnels se penchent sur le rapport à l'autorité (le rôle du père), et la réponse adulte qui est donnée c'est le triptyque police - justice - prison. Mais personne ne se pose la question de la prise de risque au moment de l'adolescence ?

Savoir dire non ne passe pas forcément par le non qui mène à l'échec. La jeunesse est couramment en rébellion envers ses aînés et l'ordre établi. Quel âge avaient les jeunes qui brûlaient les voitures en mai 1968 ? La différence c'est qu'elles brûlaient dans l'espoir et qu'elles brûlent aujourd'hui avec un sentiment de « No Futur ». C'est pourtant bien une révolte de classe qui s'exprime actuellement, celle de la classe des exclus qui se trompe de cible comme de colère en détruisant leur propre quartier.

De la révolte à la révolution, un des chaînons manquant !

Les libertaires ont élevé, au plus haut rang, les principes de l'éducation, comme élément moteur des révolutions. Or l'histoire nous apprend que les animateurs des mouvements sociaux étaient souvent des travailleurs semi-intellectuels exclus des systèmes de gestion de la société et relégués au rang de prolétaires. Ce chaînon manque gravement aujourd'hui ? Ceux qui ont le niveau scolaire fuient dans leur grande majorité pour tenter leur chance à l'extérieur. Ceux qui, restés sur place, ont un potentiel structurant pour la révolte, sont repérés et placés dans des structures associa-

tives ou comme « emploi jeune » au Géant-Casino. La potentialité d'animation de la révolte est donc étouffée.

Démocratie participative contre démocratie directe

Des débats réels existent au sein du « collectif des habitants travailleurs », assemblée de militants issus des collectifs de locataires, des femmes du Mirail et de la coordination syndicale. On se demande souvent comment trouver le moyen d'articuler les luttes et les revendications (taxe d'habitation, eau chaude trop chère, maison de quartier etc.) face aux représentants de l'état. Certains pensent pouvoir être porte-parole d'un mouvement social qui tarde à venir et prônent la participation dans les diverses commissions initiées par les institutions. Pourtant ces commissions se perdent dans la réflexion et l'analyse sans lendemain. Soit d'une reconnaissance institutionnelle, besoin d'exprimer le mal-être aux pouvoirs publics, ces militants, soutenus par quelques rares élus de la Gauche Socialiste, ont une réaction honnête mais se trouvent dans les schémas du militantisme « Gauche plurielle ». Le PC pousse au dialogue avec Jeunesse et Sport, le PS propose de développer le lien avec le Conseil Général et les instances préfectorales.

Des pratiques similaires sont de mise avec la mairie qui cible ses invitations vers les habitants proches de la droite extrême. Le pouvoir étatique est le grand gagnant de cette conception de la démocratie car il visualise ses interlocuteurs. Les représentants d'habitants et d'associations « légalisées » deviennent ses informateurs même si quelques « grandes gueules » y sont tolérées. Pour donner un exemple, au Contrat Local de Sécurité, seule la CFDT a été invitée mais pas la FSU, la CGT et les SUD, alors que ces trois syndicats sont le moteur de l'intersyndicale du Mirail.

La démocratie ne se décrète pas à coup d'associations institutionnalisées. C'est un des désaccords que nous avons avec le concept PS de la citoyenneté. La démocratie s'exprime dans les assemblées générales d'habitants car elles expriment les volontés et favorisent les échanges de points de vue, la mise en place de mobilisations, une représentativité choisie et des revendications élaborées à partir du ressenti et des débats.

Notre démarche principale, notre conception de la démocratie, c'est de se donner les moyens de casser les replis individuels, l'intériorisation de sa propre misère, pour développer des dynamiques collectives de revendications et d'auto-organisation. Des niveaux d'organisation existent hors du milieu insti-

tutionnel : les comités de locataires, les femmes du Mirail, l'intersyndicale, développent leurs propres spécificités, les parents d'élèves viennent de constituer une coordination. Ces regroupements se sont fédérés pour élaborer des revendications et des démarches communes. Dans « *Reynerie se bouge* », regroupement semi-clandestin, qui se retrouve dans une démarche philosophique liée au mouvement de grève de 95, initié par des habitants, des syndicalistes ou des associatifs. C'est un lieu de rencontre, de débat, d'idées, convivial, démocratique et sans enjeux de pouvoir. Cela donne lieu à l'élaboration collective de tracts, avec des messages courts et ciblés. Un réseau qui se mobilise et qui est capable d'inonder les boîtes aux lettres en une semaine (3000 exemplaires), qui a su, (cas probablement unique sur un quartier) contrecarrer les initiatives locales du FN. Il est à l'initiative de la première réunion qui a initié la marche de Reynerie du 27 mars 99. Les apparitions ne se font qu'à partir d'écrits collectifs. Pas de représentation individuelle, pas de porte-parole. À signaler le soutien du réseau culturel : Zebda dédicace le dernier tract, le cinéma Utopia le fait apparaître dans sa gazette. Cette démarche de quartier s'inscrit dans la lignée de l'autonomie du mouvement social.

Et aujourd'hui ?

En dépit de quelques dérapages ponctuels, Reynerie vit un calme relatif. Mais rien n'est résolu, les habitants continuent de fuir, l'agressivité reste une constante et les travailleurs continuent à gérer les situations conflictuelles sans moyen ni formation. La fatigue physique ou morale aidant, on assiste à des dérives de discours xénophobes chez certains. Les milieux issus de l'immigration, exclus de la modernité, se réfugient dans les valeurs du repli identitaire et de la religion. La communication n'est plus possible. Le recul politique, nécessaire pour se positionner en terme de classe, est, de part et d'autre, anesthésié. Pourtant c'est Cosette qui prend le métro ! Ce tableau est bien noir, mais nous n'avons pas le choix, il est nécessaire de continuer à envoyer ces messages, de maintenir des réseaux conviviaux capables de réfléchir comme de réagir. Il faut garder l'espoir d'être présent, le moment venu, afin d'infléchir les esprits vers le respect de tous les êtres humains. ■

Un du quartier

Totalement irresponsable

Le net fourmille de pétitions, de photos publicitaires de la firme pétrolière détournées. Coups de gueules, colères et réactions en vrac contre une pollution toujours plus grande : le profit!

Depuis la manifestation du 15 janvier qui a réuni près de 6000 personnes au Croisic, les réactions citoyennes se multiplient. Le PDG de Total-Fina à Nantes aura beau se pointer sur les plages et tenter de réparer l'irréparable, les plages de la côte seront encore souillées pour longtemps. Faut-il se contenter du bénévolat d'un grand nombre démontrant l'intérêt citoyen? Nous ne le pensons pas. Certes la réaction est emplie de volonté mais rien ne peut remplacer les responsabilités d'un système ou la complaisance et le profit sont les règles de fonctionnement d'un secteur commercial. Marins payés au lance-pierres, sans formation, pavillons de complaisance, propriétaires de navires difficilement identifiables, un labyrinthe cachant les véritables responsabilités. En attendant, la pelle et le seau ne suffisent pas.

Pollueurs donc payeurs

L'état a aussi sa part de responsabilité. Qu'a-t-il fait en terme de législation limitant le trafic de bateaux poubelles, de mise en place de plans de préventions? Pas grand chose ou si peu que les habitants se sentent une fois de plus floués.

Faire payer les pollueurs est une chose, modifier les règles de productivité en est une autre. La seule garantie que nous avons est notre capacité à organiser une pression pour que de telles catastrophes ne se reproduisent plus et que des mesures législatives soient enfin décidées. Pour cela, descendre dans la rue n'est qu'une étape. ■

Vaporetto en colère

Cet échange de mels entre plusieurs hauts cadres de Total-fina montre comment la multinationale pétrolière responsable de la marée noire tente d'étouffer l'expression

Un des cadres, inquiet!

Une pétition appelant au boycott des produits Totalfina circule depuis quelques jours sur l'Internet (voir ci-dessous). Il est indispensable et urgent de mettre en place une stratégie de défense face à un phénomène qui peut être plus dommageable encore à notre entreprise que le traitement de l'affaire de l'Erika par les médias traditionnels. J'attends vos suggestions par retour de mel, avant la réunion de demain.

Réponse d'un autre bien embêté

Selon mes informations, ce n'est pas une mais plusieurs (au moins 3) pétitions qui tournent actuellement. Même mon fils (!) en a reçu une sur sa boîte aux lettres électronique. N'y a-t-il pas un moyen de demander aux fournisseurs d'accès Internet ou de systèmes de courrier électronique de bloquer les pétitions concernant Total-fina?

Un autre encore propose se sentant plus futé

Je suggère de demander le concours des Renseignements Généraux, qui pourraient remonter jusqu'à l'ordinateur à partir duquel a été lancée la pétition. Ou portons plainte, de manière publique. Cela aurait valeur d'exemple.

Celui qui a l'idée qui tue!

Utilisons les techniques de désinformation : noyons l'Internet de fausses pétitions.

Une réponse immédiate s'impose :

Montrons-nous désormais plus écologistes que les écologistes!

Comme quoi l'action ça dérange toujours!



La pétition en question, la voici :

NOUS N'IRONNONS PLUS CHEZ TOTAL PAR HASARD

Ceci est un appel au BOYCOTT contre TOTAL pour une durée d'un an à compter du naufrage de l'ERIKA. On se fout de notre gueule! Et ça dure depuis trop longtemps! On paie l'essence cher! Très cher! On est plus à quelques centimes près! Alors pourquoi ces cochons économisent trois francs six sous pour faire flotter des épaves comme l'ERIKA qui à la première tempête se coupent en deux? **POUR S'EN FOUTRE** plein les fouilles mais avec notre pognon ils font du lobbying pour continuer à faire flotter des épaves en retardant l'application du droit, font du lobbying pour pouvoir continuer à brûler des énergies fossiles précieuses plutôt que de lutter contre l'effet de serre, tant pis pour les victimes de Mitch, des inondations au Venezuela, et financent des dictatures pour pouvoir forer tranquille, nous emmerdent avec des pubs à la con du genre « Total vous ne viendrez plus chez nous par hasard » plutôt que d'acheter des tankers double coque, se font des petites guerres en bourse à grand renfort de campagne publicitaire plutôt que d'acheter des tankers double coque (bis), prétendent qu'ils vont nettoyer, mais ne font rien! Je sais, vous allez me dire, ça changera quoi de boycotter TOTAL, les autres pétroliers font pareil. Et bien un bon gros boycott d'un an sur TOTAL fera un exemple dont tous les pétroliers se souviendront. Si personne, je dis bien personne ne va chercher la moindre goutte d'essence chez ces cochons de TOTAL pendant un an, la bourse elle va leur faire la gueule et ils se feront bouffer! Et ça ils aiment pas!

CE QU'ILS AIMENT C'EST S'EN FOUTRE PLEIN LES FOUILLES!

Vous croyez que le BOYCOTT ne marchera pas! Ça ne dépend que de VOUS! On n'est plus au moyen âge, c'est l'an 2000, ça doit et ça peut changer. L'Internet est l'arme absolue de la démocratie du village planétaire

Un surfer, skieur, plongeur, pêcheur... bref un amoureux de la nature qui en a marre de la loi du pognon! ■



Pour en finir d'être mouton!

Près de 5 000 personnes défilent à Toulouse le 26 novembre contre un ordre mondial régi par les seules lois du profit. Dans une cinquantaine de villes les mêmes revendications, la même opposition à l'OMC, à la mal bouffe. Comment s'organiser, quels sont les moyens que les citoyens doivent mettre en place pour ne pas être de simples pions sur l'échiquier mondial? Des réponses existent, ou du moins tentent de se mettre en place. Le réseau ATTAC est un exemple en matière de résistance et d'organisation collective. Mais au fait, l'OMC qu'est-ce ça mange l'hiver?

Jusqu'en 1914, le commerce mondial contribue essentiellement à la formation des marchés intérieurs nationaux. L'exportation de capitaux en est la règle et l'investissement est plutôt dirigé vers l'accaparement des matières premières stratégiques par les grandes puissances dans les colonies ou semi-colonies. Ce n'est qu'à partir de 1929 que les pays industrialisés s'intéressent de près (pour cause de main-mise) sur certains produits à l'exportation. Celle-ci ne se borne pas seulement aux marchandises. Il s'agit aussi de reporter le chômage sur les pays voisins. Une guerre commerciale entraînant des mesures protectionnistes fera régresser le commerce mondial. Tout reprendra après la seconde guerre mondiale avec les premières négociations du GATT en 1947 où 33 pays sont représentés. Cette reprise est limitée car en 1960 le volume des échanges atteint celui de 1914 pour des raisons liées au mode de fonctionnement du capitalisme de l'époque basé sur la constitution de marchés nationaux répondant aux besoins internes.

« Régionaliser » les échanges

L'échange commercial a lieu essentiellement entre les USA, le Japon et l'Union européenne avec des créations de zones commerciales plus denses autour de ses 3 pôles comme l'ALENA (USA, Canada, Mexique), le reste du monde étant plus marginalisé. En 1995, l'Europe de l'Est représentait 3,1 % du commerce mondial, l'Amérique latine 4,6 %, le Moyen-Orient 2,8 % et l'Afrique 2,1 %. Les sociétés transnationales jouent un rôle majeur dans la structuration du commerce mondial contrôlant les 2/3 des échanges, soit dans le cadre de leur marché interne, soit par des relations avec d'autres entreprises. Ainsi, en 1993, les exportations intra-firmes (entre la maison mère et ses filiales), représentaient plus de 33 % du commerce mon-

dial. Ce sont les échanges entre filiales qui se sont accrus le plus rapidement dans les années 1990. Il est à noter, que, désormais, les états se bornent à mettre en place les conditions de compétitivité des sociétés transnationales toutes occupées à maquiller la non-application des règles en ayant recours à une armée de conseillers juridiques et d'avocats pour trancher les conflits.

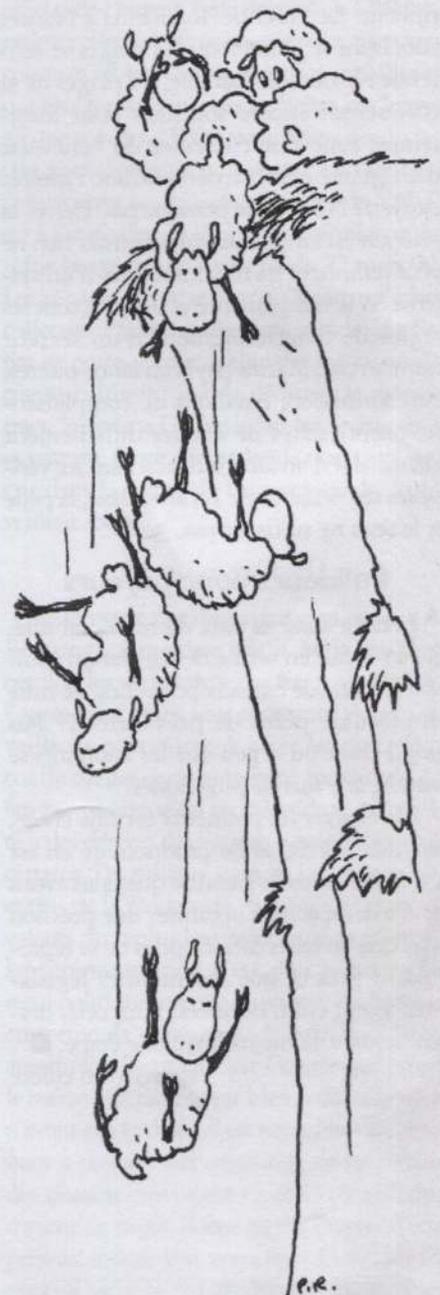
Organisation Mondiale du Commerce

Née en 1994 suite aux accords de Marrakech, l'OMC est un tournant dans l'organisation du commerce mondial. Quatre nouveaux secteurs habituellement régis par des prérogatives nationales, relèvent désormais de l'OMC : l'agriculture, les services (banques, assurances, transports, presse, audiovisuel, télécommunications, éducation, santé...), l'investissement, la propriété intellectuelle.

Cet organisme dépossède de fait les états de leurs prérogatives par l'instauration de mesures de représailles envers les pays qui ne respecteraient pas la réglementation mise en place dans les différentes commissions de l'OMC.

OMC, mode d'emploi

Entre deux assemblées générales qui se réunissent tous les deux ans, différentes commissions mènent les affaires courantes. Au côté du conseil général de l'OMC composé des « ambassadeurs permanents » et des directeurs des comités se trouvent deux niveaux importants. D'un côté l'Organe d'Examen des Politiques Commerciales où siègent les représentants du FMI et de la Banque Mondiale et l'Organe des différents (ORD). L'ORD a un rôle décisif. C'est lui qui, en cas de différends avec un pays, nomme un comité de 3 experts chargés de



Carton plein à Gaillac

trancher. Ce groupe de 3 personnes, délibère en secret, ne rend en aucun cas les débats publics et a peu d'obligation. Sur 22 conflits entre les USA et l'Union européenne, 20 délibérations ont donné raison aux USA : maïs transgénique, bananes, viande aux hormones !

Autre comité important de l'OMC, le Codex Alimentarius, qui joue un rôle particulièrement important car, nombre de ses décisions touchent au domaine de la santé publique. Il fixe les règles sanitaires pour les aliments et le taux des résidus chimiques, les adjuvants autorisés, ainsi que les règles d'étiquetage pour les produits alimentaires. On comprend mieux pourquoi les pressions sont de plus en plus grandes sur l'ensemble des états.

Des enjeux majeurs

Dans l'agriculture, au-delà des problèmes liés aux OGM, il s'agit bien d'imposer la domination des firmes agro-alimentaires, entraînant la chute et la disparition des petites exploitations et creusant définitivement l'écart avec le tiers-monde. Les secteurs de la santé et de l'éducation, exclus du GATT, sont désormais au programme de l'OMC. L'objectif est clair, en finir avec le service public dans ces secteurs et uniformiser une fois encore.

Si les négociations en Uruguay s'étaient déroulées dans l'indifférence, celles de Seattle s'ouvrent sous la surveillance de nombreuses associations et face à une opinion publique plus attentive. Le rôle joué par la Confédération Paysanne au travers des actions menées et de la médiatisation de José Bové, a certes réveillé la torpeur de l'opinion mais aussi mis l'accent sur la nécessité absolue de prendre toute notre part dans les débats à venir. Laisser le monopole aux seules multinationales, laisser le monde politique aménager les espaces sous le seul prétexte de liberté commerciale, est à court terme, la mise en place de l'uniformisation des peuples et des aspirations. Il est urgent de débattre sur le terrain, d'organiser les luttes dans tous les secteurs. Perdre encore des acquis sociaux reviendrait à laisser la place à la pensée unique.

Personne n'aspire à la lobotomisation encore faut-il s'organiser pour le dire haut et fort. Il en va de notre avenir. ■

Cet article est issu d'un texte de SUD-PTT s'appuyant sur divers articles du *Monde Diplomatique*, du livre de J-F Chesnais *La mondialisation du capital*.

L'aveyronnais José Bové et sa compagne Alice sont venus rendre visite à leurs voisins tarnais le 11 février après la projection du film « The Big One ».

Ils étaient entre 700 et 800 pour l'accueillir : pour Gaillac, c'est un record et ça donne la mesure de l'impact du message délivré par José et la Confédération Paysanne et plus largement celui de tous ceux et celles qui tentent de briser la logique de la mondialisation version OMC soit l'Internationale du libéralisme.

Ils avaient de 15 à 90 ans : des paysans, enseignants, lycéens, étudiants, militants d'ATTAC, de la Confédération Paysanne, du MRAP, d'ONG mais aussi des commerçants, postiers, chômeurs, médecins, élus, infirmiers, retraités.

On a bien sûr reparlé de Seattle, de la mise en place d'un observatoire permanent pour démasquer les agissements de l'OMC mais José a aussi insisté sur la nécessité pour le mouvement de contestation de passer à l'offensive avec un calendrier d'actions élaboré non plus seulement en fonction de celui de l'OMC et des décideurs économiques. À la stratégie de résistance doit ainsi maintenant se substituer une stratégie de reconquête. Reconquête de la planète défigurée par un système économique qui a fini par n'avoir plus d'autres logiques que sa propre survie : celle du profit par tous les moyens.

En raison de la ruralité du pays, la question des OGM a retenu l'attention de tous, et le message est clair : la bataille est loin d'être terminée en dépit d'une apparente défaite des grandes firmes agro-bio-chimiques. Pour l'ensemble des consommateurs la question de la traçabilité reste entière et il faut développer la solidarité en direction des pays du Sud car en Amérique latine comme en Asie du Sud-Est les OGM (dont le riz OGM) explosent. Quand on sait que c'est la base de l'alimentation de la majorité des hommes sur terre...

La politique agricole commune a encore été épinglée et José a mis l'accent sur l'amplification de la mobilisation nécessaire pour rompre avec la logique d'une agriculture (en dépit des discours officiels) toujours aussi productiviste, d'une politique (menée avec l'argent public) de casse de la paysannerie à travers la transformation du



paysan producteur en chasseur de subventions, etc.

Plusieurs interventions ont souligné la nécessaire convergence entre tous les secteurs économiques tous visés par la marchandisation et la mondialisation (agriculture, santé, éducation...).

On a tous rajeuni d'un coup (même les plus jeunes!) en entendant réaffirmer qu'il faut produire autrement pour satisfaire les besoins des populations et consommer autrement.

Parmi tous ceux et celles qui déplorait l'absence d'alternative politique, le manque de débouchés politiques aux mouvements sociaux, certains attendaient peut-être que José annonce (enfin!) sa candidature aux futures présidentielles. Manque de chance, José a rappelé qu'il n'était pas un politique mais un paysan. Et alors, vous nous direz ? Et bien la différence entre un énarque et un paysan, c'est que ce dernier reste totalement pragmatique : l'issue politique est pour lui que chacun résiste et lutte sur le terrain où il est et au quotidien. Applaudissements et rendez-vous est pris pour se rendre à Millau fin juin pour le contre procès, celui de la mondialisation au moment où se déroulera le procès du démontage du Mac Do. Larzac II, le retour ? ■

Liêm-Khê et Florent (Gaillac)

José Bové sera à la librairie Ombres Blanches le 13 mars pour la dédicace de son livre *Le monde n'est pas une marchandise*. À bon entendeur!

Glossaire des systèmes politiques

Féodalisme : vous avez 2 vaches.

Votre seigneur prend un peu de lait.

Socialisme pur : vous avez 2 vaches.

Le gouvernement les prend et les met dans une étable avec les vaches des autres.

Vous devez vous traire les vaches des autres.

Le gouvernement vous donne tout le lait dont vous avez besoin.

Socialisme bureaucratique : vous avez 2 vaches.

Le gouvernement les prend et les met dans une étable avec les vaches des autres.

Elles sont traitées par d'anciens éleveurs de poulets.

Vous recevez du lait et des œufs selon vos besoins.

Vos besoins sont déterminés par arrêté ministériel.

Fascisme : vous avez 2 vaches.

Le gouvernement les prend, vous embauche pour les traire, et vous vend le lait.

Communisme pur : vous avez 2 vaches.

Vos voisins vous aident à les traire et vous partagez tous le lait.

Communisme russe : vous avez 2 vaches.

Vous les traitez vous-même, mais le gouvernement prend tout le lait.

Communisme cambodgien : vous avez 2 vaches.

Le gouvernement les prend et vous tue.

ET SI ON
CONTRE LA
DES BLAN



ques

Dictature : vous avez 2 vaches.

Le gouvernement les prend et vous enrôle de force dans l'armée.

Démocratie pure : vous avez 2 vaches.

Votre voisin décide qui aura le lait.

Démocratie représentative : vous avez 2 vaches.

Votre voisin élit quelqu'un pour vous dire qui aura le lait.

MILITAIRE
TRAITE
MÉTRES ?

Bureaucratie : vous avez 2 vaches.

D'abord, le gouvernement légifère pour vous dire ce que vous devez leur donner à manger et quand les traire. Après il prend les 2 vaches. Il en tue une. Il traite l'autre et verse le lait dans le caniveau. Ensuite il vous demande de remplir des formulaires pour expliquer pourquoi il manque une vache.

Anarchie : vous avez 2 vaches.

Soit vous vendez le lait à un prix honnête, soit vos voisins essayent de prendre les vaches et de vous tuer.

Anarcho capitalisme : vous avez 2 vaches.

Vous en vendez une et achetez un taureau.

Surréalisme : vous avez 2 girafes.

Le gouvernement vous demande de prendre des cours d'harmonica.



P.R.

Aguascalientes

Alain revient d'un voyage d'un mois au Mexique. Il était parti dans le cadre d'une Commission Civile Internationale d'Observation des Droits de l'Homme dans ce pays et en particulier au Chiapas.

Cette commission du 15 au 25 novembre 99 était la suite d'une première commission qui s'était déroulée en février 1998 après le massacre d'Acteal. Nous étions 41 observateurs de 10 pays différents, d'Europe et d'Amérique Latine. Dans ce signe de CCIODH, le C signifie Civile dans le sens de Société Civile. Ici on dirait plutôt une commission citoyenne. Les gens qui font partie de cette commission ne sont pas du tout des spécialistes des droits de l'Homme mais des citoyens.

Vous n'aviez donc aucun caractère officiel?

Par essence même puisque la société Civile se définit contre ou au moins à part de l'État. Mais depuis quelques années pour faire ce genre d'enquête il faut posséder une autorisation officielle. Une partie de la commission a eu ce permis et l'autre pas. La commission avait été appelée officiellement par des ONG mexicaines et par l'EZLN. Nous étions mandatés par des ONG de leur pays d'origine : par exemple, la Ligue des droits de l'Homme pour l'Ariège et le Cides pour Toulouse. C'était une des contraintes imposées par le gouvernement mexicain. Mais en même temps ce n'est pas inintéressant d'impliquer des associations.

Quel était votre rôle?

De voir l'évolution depuis le premier voyage de 98 car il semblerait qu'il y avait de plus en plus de violations de droits humains de la part de la police et de l'armée, ce qui a été confirmé. Nous voulions aussi nous intéresser aux violations des droits collectifs plutôt qu'individuels.

Comment s'est déroulé ton voyage?

Je suis arrivé à Mexico avant la commission et j'ai filé immédiatement au Chiapas. J'ai eu la chance de rencontrer une équipe de vidéo qui partait dans une communauté pour monter un atelier de télé vidéo. Cela fait 2 ans qu'ils le font pour former des jeunes. Dans cet Aguascalientes qui est un lieu culturel pour beaucoup de communautés, il y a du matériel vidéo à disposition et régulièrement des stages de formation. Petit à petit les gens des communautés deviennent autonomes par rapport à la vidéo. Il y avait aussi une vingtaine de zapatistes en protection car c'est une région divisée entre zapatistes et gouvernementaux et il y a eu l'été dernier des gros problèmes avec les Pristes et l'armée qui voulaient foutre en l'air ce lieu. Symboliquement ça représente quelque chose, c'est là où se tiennent toutes les réunions, c'est un lieu de rencontres. Cet été plusieurs milliers de personnes, venues d'autres communautés, assuraient à tour de rôle sa protection. Les Pristes sont les gens du parti de la révolution institutionnelle qui est au pouvoir au Mexique depuis plus de

70 ans. Il fallait surveiller la route car les zapatistes refusent tout ce qui vient du gouvernement en dehors de la santé et éventuellement de l'éducation.

Il y a 5 Aguascalientes au Chiapas : *La Realidad* qui est le plus proche de l'état-major de l'EZLN, *Roberto Barrios*, *Oventic*, *La Garrucha*, et *Morelia* construits pour la première rencontre intercontinentale et toujours utilisés et considérés comme enjeux de lutte entre le pouvoir, local ou national, et les zapatistes. Il y a plein de salles de réunion, d'écoles. C'est très coloré et convivial. Le nom de *Aguascalientes* est un symbole de l'unité populaire car il vient du nom d'une ville mexicaine où eut une rencontre historique entre Zapata et Pancho Villa. La commission s'est donc rendue dans ces lieux de débats pour rencontrer les autorités élues des communautés autonomes.

Qu'a fait exactement cette commission?

Elle est arrivée à Mexico le 15 novembre. Nous étions déjà quelques-uns à San-Cristobal à rencontrer des gens et à organiser le voyage. Pendant 2 jours la commission a rencontré des officiels à Mexico tandis qu'une autre partie a rejoint San-Cristobal où elle a rencontré une coopérative de femmes (K'Inal Antzetik) et un groupe local qui avait organisé la consultation zapatistes du mois de mars dernier. Ce sont des groupes qui font le lien entre la société civile et les zapatistes.



À San-Cristobal nous avons loué 4 minibus pour aller voir des communautés avec chaque fois une dizaine d'observateurs. Nous avons des magnétos pour enregistrer et 2 équipes de vidéo avec du matériel conséquent fourni par France-Liberté. Le voyage avait été préparé localement par les ONG qui avaient prévenu les communautés donc nous étions attendus. Les gens se regroupaient pour débattre avec nous.

Il y a eu 3 sortes de rencontres : avec les communautés « indigènes » avec la société civile et avec les officiels. Mais principalement nous avons rencontré les communautés. Il fallait chaque fois 5 à 6 heures de trajet pour y arriver

Et qu'avez-vous constaté?

Le premier jour nous avons rencontré des réfugiés. Je n'y étais pas mais le soir les copains étaient très choqués par ce que racontaient les gens sur leurs conditions de vie. Ces gens avaient du fuir les massacres (45 morts il y a 2 ans).

Nous avons aussi rencontré les gens des communautés autonomes. Par exemple à San-Andres, il y a une municipalité autonome qui refuse le jeu de l'état, qui veut appliquer les accords de San-Andres que le pouvoir refuse. San-Andres ressemble à un gros bourg des Landes. Il y a une caserne à l'entrée du bourg, les premières maisons sont à 10 mètres, avec un barrage militaire. Les communautés autonomes ne sont pas toujours homogènes. Il y a des gens à l'intérieur qui soutiennent le pouvoir mais à San-Andres la majorité soutient la municipalité. L'armée est donc venue appelée par les Pristes de la ville pour chasser la municipalité et le lendemain il y avait 3000 personnes de toutes les communautés aux alentours pour chasser l'armée. Tout ça était filmé par des vidéastes formés dans le cadre de ce projet vidéo. Ce film montre comment ces femmes et ces enfants ont chassé l'armée. À San Andres nous avons rencontré cette municipalité et ils nous ont raconté comment cela s'était passé au printemps.

À chaque voyage nous avons rencontré 3 ou 4 barrages militaires, soit de l'armée, soit de l'office de l'immigration, soit de la police. Cette militarisation empêche les gens de vivre comme ils l'entendent. Il y a sans arrêt des patrouilles militaires qui gênent les paysans, qui ont plusieurs heures de marche pour aller travailler. Ces casernes entraînent la pollution de l'eau en amont des villages. Elles amènent aussi l'alcool et



la prostitution. Les militaires tournent autour des villages, insultent les gens et cela est ressenti comme une occupation pesante. L'armée c'est la plupart du temps des jeunes cons qui s'emmerdent ce qui ne veut pas dire qu'ils ne peuvent pas assassiner des gens, et il y a aussi la sécurité publique, en uniforme bleu, une espèce de police militaire qui sont les pro de la répression. Là il n'y a aucun laisser-aller. Il y a enfin les paramilitaires qui sont armés et protégés par les militaires. Les paysans les connaissent bien.

Dans une vallée, une fois, nous avons eu des témoignages écrits de la part d'une communauté très organisée et qui, prévenue avait préparé notre arrivée, ils nous ont donné les noms des paramilitaires qu'ils connaissent. Il y a 2 sortes de paramilitaires, ceux payés directement par les propriétaires terriens, il y en a un peu moins car beaucoup de terres ont été occupées, et ceux liés au gouvernement pour foutre la merde. Par ex, à La Trinidad, la sécurité publique s'est installée sous prétexte de la présence d'un type, un voleur de voitures, qu'elle laisse tranquillement continuer ses petites affaires car il est à la fois truand et paramilitaire. Les paramilitaires sont plus dangereux que l'armée car moins contrôlables. Même si ils sont financés par le gouvernement et équipés par l'armée, ils ont leur propre logique d'hommes de main. Actuellement dans certains endroits, ils se battent entr'eux pour le partage du butin. Jusqu'au massacre d'Acteal, la politique du gouvernement consistait à utiliser plus les paramilitaires que l'armée.

Ensuite, il y a eu un changement de gouverneur et une nouvelle tactique redonnant un rôle plus important à l'armée, apparemment.



Quelles atteintes au droit de l'Homme, avez-vous rencontré en dehors de la difficulté de se déplacer?

Il y a des témoignages précis, des noms, des lieux, des faits, tout cela va figurer dans le rapport. Mais il y a un décalage entre l'idée que l'on se fait entre un tel rapport d'observation officiel et précis et les faits rapportés par des gens qui les vivent au quotidien. Mais de toute façon cette situation nous oblige à réfléchir plus sur la notion d'atteinte collective au droit de l'Homme, empêcher tout un peuple de vivre que sur la notion d'atteinte individuelle plus classique. Exemple le programme du gouvernement Progressa donne 216 pesos tous les 2 mois aux femmes à condition que les enfants aillent à l'école et qu'elles se fassent vacciner. Or les femmes ne savent pas de quel vaccin il s'agit. Il semblerait que ce vaccin mensuel soit une contraception ou pire une stérilisation. Les femmes de K'Inal Antzetik nous ont dit avoir questionné des femmes qui suivent ce programme et qui affirment n'avoir plus de règles et que le taux des naissances a diminué. Nous n'avons aucune preuve formelle mais ce qui est sûr c'est que ces femmes ne savent pas à quoi sert ce vaccin.

Il y a eu des assassinats, des vols, des destructions de récoltes... Il y a des ONG qui sont en permanence au Chiapas, qui connaissent bien la situation : Fray Bartolomé et Enlace qui sortent régulièrement des recueils de témoignages argumentés et précis.

Sinon au Chiapas la détermination reste entière. Les zapatistes ont des projets que ce soit sur l'éducation ou la santé. ■

Propos recueillis par Amapola et Caillou

Pour plus d'informations, le collectif *Chiapas* se réunit au Clandé 9 rue Queven, tous les mercredis à 20h30.

Un emploi, c'est un droit mais...

Un débat me fascine dans la « Lettre du cercle Gramsci » de décembre 1999. « Le revenu garanti pour tous ». Petit à petit, l'idée fait son nid. Un revenu « continu » réglerait le problème du travail précaire, « social » il compenserait l'automatisation destructrice d'emploi, « garanti » il casserait le travail comme statut social, « élevé » il forcerait le patronat à augmenter les salaires... bref ce serait la révolution?

Un glissement sémantique : il s'agissait au départ d'une revendication logique et claire : « *puisque vous êtes incapables de nous fournir du travail, payez nous le droit de vivre!* » En 1933 la chanson des chômeurs réclamait « *du travail et du pain!* ». Ce droit à un revenu, « *en attendant de retrouver un emploi* » transforme l'assistanat mal octroyé par les organismes sociaux ou les Assedic, en lutte offensive pour obtenir un vrai et juste droit à vivre et à nourrir les siens. Ainsi au démarrage d'AC! toutes les réflexions étaient centrées autour de 3 axes : l'abolition du chômage, la défense des chômeurs, (et donc ce cadre d'urgence toutes les revendications pour assurer aux chômeurs un niveau de vie décent) et des droits, au logement, au transport, à la santé, à l'éducation, à la culture. C'est dans le cadre des mesures d'urgences qu'apparut la notion de revenu minimum. Petit à petit, à cette logique de l'urgence s'est substitué une autre logique : celle d'un revenu, un dû, pour tous dans une société sans travail.

Une société sans travail?

Le travail, salarié ou pas, est à la base même de la citoyenneté. Fondateur de la personnalité il permet à l'homme de construire son environnement et sa relation aux autres. C'est dans le travail collectif qu'il construit le monde. De tout temps il travaille, pour lui, pour sa famille, pour son village, pour le seigneur, pour un patron. Dans la société il n'y a donc pas d'autre alternative que le travail ou l'assistanat destructeur de citoyenneté.

Malheureusement, s'il y a des périodes où il n'y a plus de travail pour certains c'est que d'autres travaillent encore plus. La Rome antique du « *pain et des jeux* » s'appuyait sur l'esclavage et les non citoyens pour offrir aux romains une vie d'oisifs. Les tenants du revenu garanti sont-ils d'accord pour que le travail soit fait dans le Tiers-Monde et que nous vivions sur son exploitation?

Revenu garanti ou RMI?

Le capitalisme peut-il admettre une société basée sur l'oisiveté? Tout a fait tech-



niquement avec les nouvelles technologies, mais pas du tout économiquement! Aucun capitalisme n'acceptera de payer à ce prix une paix sociale à certains pour pouvoir en exploiter d'autres. Le chômage non-indemnisé fait baisser le coût du travail. Le capitalisme n'a aucun intérêt à ce que le chômage soit indemnisé et que l'oisiveté (chômage définitif) soit rétribuée. C'est donc vers l'État qu'on se tourne pour obtenir de lui ce que les patrons ne donneront pas? Curieux retour en arrière vers un capitalisme d'État protecteur, mais ne nous faisons pas d'illusions. L'État des patrons, inséré dans l'économie mondiale n'est pas prêt de rentrer dans cette logique. Il ne peut et ne veut que distribuer l'aumône d'un RMI d'assistance pour que les pauvres se la ferment, pas pour qu'ils se les roulent! Les chômeurs, saisis à la gorge par l'urgence des situations individuelles invivables, peuvent échanger la revendication révolutionnaire d'une société basée sur le partage du travail et des richesses contre l'immédiateté d'une société d'assistanat généralisé. Mais c'est abandonner l'abolition du chômage à son aménagement, abandonner l'espoir d'un changement radical de notre société pour une assistance « *misérable* » pour certains, exclus à jamais de la citoyenneté. Réclamer un revenu garanti ça fait

révolutionnaire mais ne serait pas pour accepter finalement un RMI en pantoufles.

Et avec quel échange?

Le travail c'est l'échange. L'échange entre une peine, une fatigue, et le plaisir du résultat de cette peine et de cette fatigue, symbolisé par le salaire. Mais c'est bien cet échange qui fait que le salaire est la conséquence de la peine car les salariés échangent leur force de travail contre un salaire. À eux de le négocier le plus cher possible et donc de s'unir pour imposer leur prix! C'est ce que Paul Lafargue, dans une période historique toute différente de montée des luttes de masse, réclamait dans son « *Droit à la paresse* » : dans le rapport de force les travailleurs ne doivent pas se laisser bernier par les notions de « *Mon travail bien fait* », qui ne sont pas leurs! Voilà toute l'histoire du mouvement ouvrier.

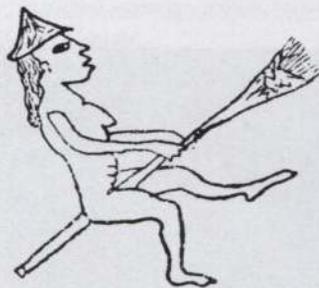
Abolir le chômage!

Dans ce « *dû* » que l'on réclame il n'y a plus d'échange, plus de rapport de force. Il n'y a plus qu'une charité, un droit sans devoir. Ce « *revenu garanti* » incontournable dans les gesticulations de mouvements de plus en plus faibles est irréaliste s'il s'agit d'obtenir « *le SMIC moins 1 franc* » et réformiste et hypocrite s'il s'agit d'obtenir le RMI pour tous. Cette revendication éloigne les chômeurs du combat pour l'abolition du chômage et du capitalisme dont il est l'arme.

Par l'unité de tous les travailleurs!

Ne nous divisons plus avec des revendications corporatistes! C'est en cognant ensemble, chômeurs et salariés que nous changerons le monde. C'est en prenant en compte les souffrances des uns et les angoisses des autres. À Toulouse nous devrions déjà être en train de construire une bourse du travail mettant toute nos luttes en commun. Merde où j'ai mis ma truelle... ■ Caillou

C'est un point de vue. Toute l'équipe d'accord sur les arguments développés? Pas sûr! Nous vous le livrons en pensant avoir dans le prochain numéro un article donnant la parole à une autre argumentation.



Femmes et syndicalisme

La journée organisée conjointement par des femmes de la CGT (31), du groupe des 10 (31), et de la FSU (31 et 81) a réuni plus d'une centaine de participants et elle a bien fonctionné. Pas de langue de bois ni de messe!

quota maximum de temps partiel par entreprise. On le voit, ce n'est pas gagné!

La division sexuée du travail

Puisque les femmes travaillent maintenant, est-ce que cela a changé les rapports hommes/femmes, et en particulier dans la sphère du travail? Sophie Zaffari (FSU-SNUIPP) est plutôt pessimiste : la division sexuée du travail a pris des formes nouvelles, mais elle est toujours là, elles est une des composantes de la division sociale : séparation et hiérarchie en sont les maîtres mots. Les femmes occupent environ 7 % des postes de responsabilité décisionnaires alors qu'à la maison, elles assurent en moyenne 3 h 37 de travail ménager par semaine contre 1 h 18 pour les hommes!

Par ailleurs les poncifs ont la vie dure et les femmes se laissent souvent confier des postes de travail « *en rapport avec leurs compétences de femmes!* » Comme si ces différences biologiques induisaient obligatoirement des différences de « *compétences!* » Et quand elles ont le même travail elles n'ont pas forcément le même salaire. Dans la sphère privée, la division du travail est majoritairement non reconnu, et peu partagé. Même quand il y a partage il y a hiérarchie : aux hommes ce qui ressort du « *dehors* » (courses, récupération des enfants) aux femmes le « *dedans* »! Les évolutions et les gains de temps sont plus liés aux avancées technologiques (lave-vaisselle et robot) qu'à une réelle répartition des tâches.

La bonne façon de poser la question pourrait être : quel temps de travail (tout le travail) doit-il prendre aux uns et aux autres si l'on considère que l'on doit, collectivement, assurer l'ensemble des tâches sociales? Mais il y a de grandes difficultés pour y parvenir, ne serait-ce que dans l'éducation différenciée des filles et des garçons, les copines instits en ont témoigné.

Le syndicalisme, là encore, doit réfléchir à ces questions, et par exemple, au lieu de proposer de « *concilier* » vie familiale et travail pour les femmes, exiger une véritable égalité des rôles, exiger une vraie réduction du temps de travail pour tous.

La loi qui prévoit des bilans sur l'égalité professionnelle dans les entreprises n'est jamais appliquée : exigeons qu'elle le soit!

Femmes et syndicalisme

Comment les femmes s'investissent-elles dans les responsabilités syndicales, à quel prix, et qu'est-ce que ça change? Yannick Le Quintrec sociologue (groupe Simone au Mirail) et militant CGT a exposé une enquête à laquelle il a participé et dont le sujet était celui de la responsabilité syndicale exercée par les femmes.

Le maître mot est « *appréhender le temps* ». Conscientes de l'ensemble des temps de la vie dont elles ont la responsabilité (temps professionnel, syndical, des enfants, conjugal, temps à soi?) elles ne peuvent pas en perdre. Elles souhaitent des réunions plus courtes, plus efficaces, à d'autres horaires, qui leur permettent de concilier l'ensemble des moments de leur vie. Elles ne veulent pas militer comme les hommes, mais si elles parviennent à jongler avec les horaires, elles sont malgré tout obligé d'abandonner le temps à soi. Dans la sphère privée le fait que la femme milite et prenne des responsabilités modifie (un peu) la répartition des tâches domestiques, l'homme à côté d'elle en prend un peu plus. Est-ce parce que cette condition est nécessaire qu'il y a si peu de femmes responsables syndicales? En tous les cas elles sont numériquement moins représentées que les hommes dans les instances, et là encore, seules des mesures volontaristes, issues de vrais débats dans les syndicats peuvent changer les choses. (Rapide débat sur la parité, ses mérites, ses limites).

On pourrait poser la question suivante : depuis les luttes féministes des années soixante-dix, est-ce que quelque chose a changé? Et la réponse serait oui, mais si lentement! Et pas partout et pas pour toutes!

Mais, comme pour tous les sujets qui touchent profondément à la structuration de la société, le syndicat ne peut pas être le seul lieu du débat. ■

FG de SUD-Commerce

Dans un premier temps Annick Coupé (G 10) expose en quelques chiffres les réalités du travail des femmes. Les femmes sont depuis longtemps dans le monde du travail mais elles s'y installent durablement dans les années soixante (boom économique). Malgré le chômage, elles ne sont pas « *retournées dans leurs foyers* ». On peut donc considérer que le travail des femmes est acquis? Seulement voilà : 51 % des chômeurs sont des chômeuses alors que 45 % des salariés des femmes. Il y a bien déjà une réalité sexuée derrière ces chiffres, un peu comme si le chômage, c'était moins grave pour une femme. Par ailleurs les formes du travail des femmes a changé. Dans les années soixante, elles avaient des emplois à plein temps. Aujourd'hui le temps partiel est devenu une composante « *normale* » de la gestion des entreprises, et les femmes sont touchées de plein fouet par cette réalité (entre 1997 et 1998, 70 % des emplois créés sont précaires et à temps partiel et occupés massivement par des femmes). Les mesures d'allègement des charges proposées par le gouvernement y sont évidemment pour beaucoup! L'une des incidences est celle-ci : à travail à temps partiel, salaire très partiel et 80 % des salaires de 3 800 F sont perçus par des femmes.

Aujourd'hui le travail créé de la pauvreté! Un voile pudique est toujours jeté sur cette réalité : les femmes peuvent ainsi « *concilier* » travail et vie familiale! En fait, cela évite aussi de se demander quand enfin on va s'interroger sur les structures collectives d'accueil des enfants en bas âge, et quand on va résoudre le problème de l'inégalité des salaires dans le privé (plus facile de renoncer à un temps plein quand on a moins de salaire!). Il faudra que les syndicats s'emparent de ces questions au lieu de rester sur le terrain des « *mesures d'accompagnement* », et par exemple, exiger l'arrêt des exonérations de charges patronales pour les temps partiels, ou exiger un

La retirada

Agréablement surpris de constater l'intérêt que suscite encore la guerre civile espagnole, la Retirada fut un drame humain comme le sont tous les exodes et ne laissa personne indifférent.

Mais cela suffit-il à expliquer cet intérêt pour un événement historique, qui eut lieu, somme toute, soixante-trois ans auparavant ? Ne faudrait-il pas chercher dans les différentes facettes qu'offrait la guerre civile les raisons profondes de cet intérêt.

La guerre civile et la Retirada prirent les conséquences du coup de force militaire donc des événements subis, imposés. Par contre, la révolution sociale qui suivit le soulèvement militaire était tout autre.

Transcrire la guerre civile en une image d'Épinal, montrant le peuple se soulever les armes à la main pour défendre uniquement la jeune république c'est donner une vision réductrice de l'événement.

Le capital international et les droites modérées ou extrêmes étaient conscientes qu'il y avait en Espagne depuis de nombreuses années, en gestation, une révolution sociale qui ne dissimulait pas sa volonté de transformer de fond en comble la société espagnole. Donc le coup de force nationaliste, était non seulement dirigé contre le pouvoir légal, mais surtout contre l'extrême gauche. Le peuple fut seul, ou presque seul, à s'y opposer victorieusement, en certaines régions du pays avec ses propres moyens, ses propres organisations syndicales, avec courage et abnégation. Son engagement total démontre fort bien qu'il ne s'opposa pas au soulèvement militaire, dans le seul but de défendre la jeune république, son geste allait bien au-delà. Et c'est dans cet au-delà qu'il faudrait chercher la raison de l'intérêt, non seulement pour la guerre civile, mais surtout pour le contenu de la révolution. Le soulèvement nationaliste ne fit qu'anticiper le déclenchement révolutionnaire, lequel ne fut même pas insurrectionnel, car le pouvoir de l'état, était inexistant, ainsi que les grands chefs d'entreprise, les premiers jours, après le 19 juillet.

Il y avait le vide absolu, une béance que le peuple et les organisations syndicales comblèrent et de quelle manière. Ils mirent immédiatement sur pied une économie structurée sur la base de l'autogestion : collectivisation, socialisation, contrôles ouvriers



qui eut le mérite de fonctionner. Ils s'efforcèrent d'établir entre les individus des rapports d'égalité et de fraternité. Ils pensèrent l'individu en être majeur libre et responsable. Ils eurent à mener de front deux combats, celui connu contre l'armée nationaliste et l'autre contre des composantes de la gauche espagnole.

Si l'Espagne fut, comme on l'a souvent écrit, le champ d'expérimentation grandeur nature de la technologie moderne en matière d'armement et de stratégie militaire, elle fut également le lieu de confrontation de deux courants révolutionnaires majeurs. Il y avait, outre le combat commun, contre la droite nationaliste, un deuxième combat fratricide qui opposait les différentes composantes de la gauche espagnole. En fait, s'opposaient deux concepts différents, divergents non sur la finalité (la société sans classes ni état), mais bien sur le cheminement pour y parvenir.

La ligne de partage, le pouvoir, l'état

Marxistes révolutionnaires ou réformistes considéraient la prise du pouvoir, l'état comme un mal nécessaire, provisoire bien sûr mais incontournable. La gauche non autoritaire, libertaires, anarchistes, considéraient tout pouvoir d'état, fut-il prolétaire, comme une entrave à l'épanouissement des potentialités créatives de l'individu, de l'ensemble des individus composant la société. De ces deux concepts, découlent deux éthiques conditionnant la pratique, le comportement, l'action, l'adéquation ou la non adéquation des moyens à la finalité voulue. Pour la composante autoritaire le réalisme justifie ce qui pourrait paraître comme fondamentalement

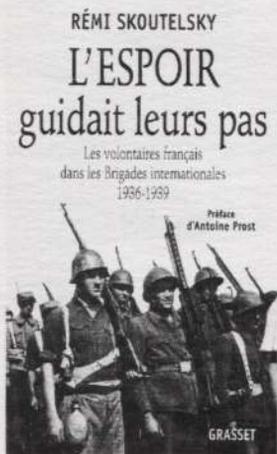
contradictoire, l'inadéquation des moyens grâce aux subtilités de la dialectique. Par contre les non autoritaires ne pouvaient concevoir une pratique divergente de la finalité voulue.

Rien de nouveau sous le soleil, ce problème s'était déjà posé en URSS en 1917. Mais cette fois-ci, en Espagne, la gauche non autoritaire était puissamment enracinée dans le peuple et essaya malgré tous les handicaps de mettre en pratique sa conception d'une société sans classes, décentralisée et autogestionnaire. En dépit de ses tâtonnements, refus du pouvoir en Catalogne, en juillet 1936, quand il était à sa portée et participation à celui-ci, quelques temps après, elle mit immédiatement sur pied une économie structurée, autogérée qui eut le mérite de fonctionner. Nombreux furent ceux qui vécurent intensément cette parenthèse dans leur existence. Ils s'en imprègnèrent, en furent marqués. On leur avait pourtant dit et redit qu'ils n'étaient pas encore majeurs, que les contraintes ne pouvaient permettre d'aller au-delà, du rôle qui était le leur c'est-à-dire, celui de confier leur pouvoir à ceux qui savent, ceux dont la tâche consiste à ordonner l'existence des autres. Ils passèrent outre, se voulurent irréalistes.

Et si cet intérêt, apparemment irrationnel, n'était autre que la volonté inconsciente de s'approprier cette part de rêve, qui faillit devenir réalité, part de rêve qui pourrait permettre l'émergence d'une société différente, beaucoup plus simple et complexe à la fois, basée sur des valeurs autres que celles qui nous régissent.

Désuets, délicieusement rétros ces rêveurs espagnols, l'étaient-ils vraiment ? On peut se poser la question. ■ Gordi

L'ESPOIR GUIDAIT LEURS PAS
 LES VOLONTAIRES FRANÇAIS DANS LES
 BRIGADES INTERNATIONALES 1936-1939
 de Rémy Skoutelsky
 Grasset 1998



Décidément l'ouverture des archives moscovites, du KGB et des ses filiales, ainsi que celles des anciens « Pays de l'Est », permet de relire l'histoire du mouvement ouvrier de ce siècle sous un nouveau jour. Même si les révolutionnaires libertaires et trotskystes, victimes du stalinisme, avaient depuis longtemps dénoncé cette mascarade du communisme d'État, on ne peut que se réjouir d'en avoir la confirmation par les textes. Mais il ressort de ce nouvel apport des archives le pire, comme « *Le livre noir du communisme* » de la bande à Courtois et le meilleur (cf. *Coquelicot* N° 15).

Celui-ci en est un excellent. Il démontre un très sérieux travail d'historien avec beaucoup de témoignages et de recoupements. En se plaçant résolument aux côtés des antifascistes il ne cache ni les crimes staliniens ni les erreurs anarchistes mais il les replace dans leur contexte.

Car il y en a marre du regard méprisant des journalistes « amateur de sensations fortes » de cette fin de siècle ultra-libérale. C'est donc un bon bouquin à conserver comme du bon vin pour les soirs de déprime. ■

Caillou lecteur



Il est sorti! « *Changer le monde* », une réédition actualisée du bouquin de Georges Fontenis est enfin disponible dans les bonnes librairies pour 130 F ou envoyer chèques et coordonnées au *Coquelicot*, BP 4078, 31029 Toulouse CEDEX 4.

C'EST UN DUR MÉTIER QUE L'EXIL
 de Nâzim Hikmet
 Éditions Le Temps des Cerises, 1999,
 216 pages, 95 francs

Voici de nouveau disponible une grande partie des poèmes de l'anthologie poétique de Nâzim Hikmet établie et présentée par Charles Dobzynski qui est aussi le traducteur et le préfacier à l'édition de 1957. Nâzim Hikmet, qui a passé seize années dans les geôles turques ou en exil, est l'une des grandes voix de la poésie turque. Sa poésie nous donne à lire la force et la clarté de l'évidence.

Dans toute l'œuvre de Hikmet, la nostalgie le dispute à un goût irrépressible du bonheur et un sens affirmé de la fraternité. ■

Anges



La Grande Humanité

La grande humanité voyage sur le pont des navires

Dans les trains en troisième classe

Sur les routes elle marche

La grande humanité

La grande humanité s'en va au travail à huit heures

Elle se marie à vingt ans

Meurt à quarante

La grande humanité

Sauf à la grande humanité le pain suffit à tous

Pour le riz c'est pareil

Pour le sucre c'est pareil

Pour le tissu c'est pareil

Pour le livre c'est pareil

Cela suffit à tous sauf à la grande humanité

Il n'est pas d'ombre sur la terre de la grande humanité

Pas de lanternes dans ses rues

Pas de vitres à ses fenêtres

Mais elle a son espoir la grande humanité

On ne peut vivre sans espoir.

Une mouette dans le bassin

Les maisons possèdent toutes leurs noms, références fugaces à une intimité que seuls les habitants connaissent livrant le tout à la curiosité des regards. Encore ces mystères qui vous creusent les méninges. J'ai envie de ne rien faire, me laisser porter par le soleil qui se pointe doucement derrière le tas de nuages gris. En face, une de ces maisonnettes à pignon central dépourvu de la petite terrasse néo-coloniale que bien de ses frangines possèdent porte le nom de « Malgache ». Le ciment des années cinquante s'épuise à rester sur la façade teintée d'ocre et la vigne de la tonnelle se meurt faute de soins. Au cœur du quartier, la bâtisse est à l'abri du coup d'œil, se laisse découvrir par qui veut s'extraire du bruit. Ça tombe bien, j'ai 48 heures de libre et les cons me font saturer. Plus loin c'est la rue des Mimosas avec son sempiternel hôtel du même nom. Encore une référence directe à la côte niçoise, friquée, concurrente directe de celle-ci. J'imagine la petite bourgeoisie du début du siècle venant tremper l'orteil dans l'eau du bassin, les femmes en maillots une pièce à froufrou se laissant compter fleurette pendant que les marins meurent en mer. Je me sens comme une éponge, une sorte de vieux magnéto à bande qui enregistrerait les couleurs, les gens qui passent au loin, ceux qui partent pour l'horizon, ceux qui restent guettant la boîte aux lettres. J'ai poussé la porte de bois tannée par le vent et me suis assis à la table près du pilier, face à la baie vitrée. J'aime les cafés, les restos, pour toutes ces paroles qui se glissent entre les plats, de celles qui se glanent, alimentent à parts égales les estomacs et l'imaginaire. Une femme brune parle d'écriture, d'ateliers. Mélange d'intérêts et de regards croisés. J'aime ces regards sans buts, échanges de l'esprit ressemblant à des haltes dues au hasard. J'ai pas envie de causer, ne rien faire, juste boire un Gamay à la bonne température et entendre le patron parler portugais. Au loin, les vagues se font molles, se prélassent sur le sable tout juste nettoyé. Il faudra recommencer demain et les cons me feront toujours aussi chier. ■

Vaporetto

La première réunion publique de l'Alternative Libertaire à Millau s'est tenue le 19 janvier. Autour du film consacré à Daniel Guérin, une trentaine de personnes se sont retrouvées au bar de la Locomotive afin de rencontrer des militants d'AL de Toulouse et du journal *Le Coquelicot*. Même s'il est toujours difficile d'entamer l'échange, un débat s'est ouvert autour des valeurs, de tous les engagements auxquels Daniel Guérin a participé ainsi que les conceptions d'AL. « Quelles différences entre anarchie et communisme libertaire? les conceptions aujourd'hui de l'AL », la modernité des propos et des écrits de Guérin. Des questions de fond, pas toujours simples au demeurant mais un sentiment de vouloir en savoir plus planait dans la salle de la Locomotive. Nous avons pu développer l'idée d'une nécessaire organisation respectant tout autant le collectif que l'individu, faire en sorte qu'un mouvement s'organise de manière antiautoritaire, toutes ces notions qui traversent depuis plusieurs mois les luttes dans lesquelles les militant(e)s d'AL se retrouvent. Une expérience plus que positive à bien des points de vue. Retrouver la chaleur de l'accueil, l'écoute, se rendre compte de l'importance à se réapproprié le débat politique, telles sont les réflexions que les intervenants ont ramené tard dans la nuit. Il va sans dire que nous reviendrons ne serait-ce que pour les casse-croûte à l'omelette du patron! Allez, que l'année 2000 soit douce et révolutionnaire! ■

Vaporetto

LA LOCOMOTIVE
33, Av. Gambetta
12100 Millau
Tél. 05 65 51 24 92

PROGRAMME DE JANVIER 2000

Vendredi 24 Janvier :
NOTHING BUT DE BLUES

Plus de 100 titres de blues

Les soirées sont organisées par le collectif de Millau. Apportez votre propre nourriture. Les boissons sont à la vente. Les billets sont à la vente. Les dessins sont de Pierre Rouault.

LES MURS EN PARLENT



SOMMAIRE

LA VILLE BOUGE <i>Élections municipales</i> p 2	LE NOUVEL OBSERVATEUR <i>Aguascalientes</i> p 10 et 11
QUI DANS L'ARENE RIENT <i>Nostalgie</i> p 3 et 4	L'HOMO ÇA PIONCE <i>Un emploi c'est un droit mais</i> p 12
PÉTROLE ÂNE <i>Totalement irresponsable</i> p 5	MACHO, BOULOT, DODO <i>Femmes et syndicalisme</i> p 13
SEATTLE M'ÉTAIT COMPTÉ <i>Pour en finir d'être mouton</i> p 6	LE PIRE EST NÉ <i>La retirada</i> p 14
ROQUEFORT-CHABROL <i>Carton plein à Gaillac</i> p 7	À LIRE, À ÉCOUTER <i>Rémy Skoutelsky</i> p 15 <i>Nazim Hikmet</i> p 15
LA CENTRALE <i>Dessin de Pierre Rouault</i> p 8 et 9	LIBER... TERRE <i>Une mouette dans le bassin</i> p 15

POTS DE VIN ET COPINAGE

Le bilan des comptes du *Coquelicot*, au seuil de ce nouveau millénaire, est révélateur des difficultés financières d'un journal qui essaie d'être de qualité autant dans la forme que dans le fond. Il y a une réalité incontournable, il faut des sous pour exister, se maintenir, se développer.

Il y a vous, les abonné(e)s. Une petite centaine. Il nous en faudrait beaucoup d'autres. Il en va de la survie du *Coquelicot*.

Les chiffres : le solde du compte, à la parution du N° 25 est de 1 200 F. Juste de quoi sortir le prochain puisque un numéro revient à peu près à 1 500 F. (Grâce à un don de papier et à une économie sur les frais d'envoi).

Si vous pensez qu'il est nécessaire de faire ce journal dans ce monde où la pensée unique est prédominante et qu'un autre espace de liberté d'expression doit exister, faites connaître *Le Coquelicot*, faites abonner vos potes.

Directeur de publication : Patrick Leclerc
Equipe de rédaction : Amapola, Marc Bernard, Juanito Marcos, Patrick Leclerc, Robert Venezia.
Prix du numéro : 15F
Abonnement : 5 numéros : 75F
Abonnement de soutien : 150F
Boite postale : 4078 31029 Toulouse Cedex 4
Commission paritaire : 760/95
Imprimerie spéciale : Le Coquelicot
Ont été mis à contribution pour ce numéro : Amapola, Anges, Bibas, Caillou, Florent, FG, Liem-Khé, Gordi, Ravachefolle, et Vaporetto.
Les dessins sont de Pierre Rouault.

Je désire souscrire un abonnement :

- pour 5 numéros : 75F
- soutien : 150F



Boîte postale : 4078 31029 Toulouse Cedex 4

Nom :

Prénom :

Adresse :